



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 25/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOIRON FAUGIER

725 avenue Jean Moulin
26290 Donzère

Références : 20240620-RAP-DAEN0572
Code AIOT : 0006102564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement BOIRON FAUGIER implanté 725 avenue Jean Moulin 26290 Donzère. L'inspection a été annoncée le 11/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure du 06/05/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOIRON FAUGIER
- 725 avenue Jean Moulin 26290 Donzère
- Code AIOT : 0006102564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le GIE BOIRON FAUGIER regroupe sur le même site à Donzère dans la Drôme (26) deux activités :

- Activité Clément FAUGIER : fabrication de crème et purée de marron,
- Activité BOIRON surgélation : transformation de fruits et légumes.

Les activités de transformation des produits de la mer ont été arrêtées.

Depuis 2016, une activité de galettes de légumes a été développée sur le site.

La société BOIRON existe depuis 1807 et était spécialisée dans le négoce de fruits frais à Aubenas (07).

Le site a déménagé en 1972 à Donzère.

3 tunnels de surgélation sont présents chez Boiron (2 pour les galets de purée et 1 pour les galettes/boulettes végétales).

60 personnes travaillent sur le site.

L'inspection a contrôlé la salle des machines et les combles du couloir des chambres froides.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
O1_2023 - Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/09/2017, article 1.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	30/06/2024
NC1_2023 - Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 05/09/2017, article 4.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/09/2024
NC2_2023 - Sécheresse – Cas des sites exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 07/04/2023	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/06/2024
NC4_2023 - Installation dispositifs foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/09/2024
NC1_2024 – Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2017, article 4.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/09/2024

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
		corrective		
NC2_2024 - Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	D'ici le prochain contrôle inopiné
NC3_2024 – étanchéité des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2017, article 4.3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/03/2025
NC4_2024 – SDM NH3 – Vannes de sectionnement asservies	Arrêté Préfectoral du 05/09/2017, article 9.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/06/2024
NC5_2024 – Visite annuelle de la SDM NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/07/2024
NCM1_2024 – Détection ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Prorogation de la mise en demeure, respect de prescription	31/07/2024
NCM2_2024 – Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Prorogation de la mise en demeure, respect de prescription	31/07/2024
NCM3_2024 – ventilation de la salle des machines	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à	Prorogation de la mise en demeure, respect de	31/07/2024

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
		l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	prescription	
NCM4_2024 – Entretien/tests des EIPS	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Prorogation de la mise en demeure, respect de prescription	31/07/2024

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
NC3_2023 - Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 05/09/2017, article 8.4.1 – V	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les installations de réfrigération à l'ammoniac, l'exploitant semble avoir mené de nombreuses actions de mise en conformité de ses équipements importants pour la sécurité (EIPS). Cependant, l'inspection est dans l'attente du test complet du 05/07/2024 prévu par l'exploitant pour pouvoir conclure sur la mise en conformité ou non des installations.

Concernant l'état des tuyauteries ammoniac, ce point n'a pas avancé par rapport à la dernière visite. Des contrôles d'épaisseurs doivent être menés pour vérifier l'état réel des tuyauteries. L'exploitant fait part de difficultés concernant le dégel des tuyauteries.

Afin de pouvoir conclure au mieux sur la conformité des installations, l'inspection propose la prorogation de l'arrêté de mise en demeure au 31/07/2024.

2-4) Fiches de constats

O1_2023 - Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/03/2024

<ul style="list-style-type: none"> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4735-1-a : 5 563 kg (A) - récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg (quantité supérieure ou égale à 1,5 t pour l'autorisation) - 2220-B-2-a : 136 t/j (dont 65 t/j pour FAUGIER et 71 t/j pour BOIRON) (E) - 2221-B-1 : 8 t/j (BOIRON) (E) - 1511-3 : 11 050 m³ (DC) ⇒ 1511-2 (DC de 5 000 m³ à 50 000 m³) - 2663-2-c : stockage de pallox 1 150 m³ (D) - 2910-A-2 : 1 chaudière de puissance 5,5 MW (DC)
<p>Constats :</p> <p>Le délai fixé initialement n'est pas échu.</p> <p>L'exploitant indique toutefois que la rubrique 2221 va être conservée mais que la surface de stockage doit être revue.</p> <p>Ce point sera à suivre ultérieurement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant de la modification du volume sans construction complémentaire pour la rubrique 1511 (détail du calcul et plan à minima) d'ici le 30/06/2024.</p> <p>Pour les rubriques 2221 et 2663, si l'exploitant souhaite réellement mettre à l'arrêt définitif ces rubriques, il convient de réaliser la cessation d'activité en suivant les dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement. Il perdra cependant le bénéfice de l'antériorité si ces activités devaient reprendre ultérieurement. Le positionnement sous ces deux rubriques sera réalisé d'ici le 30/06/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

NC1_2023 - Origine des approvisionnements en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2017, article 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux</p>

<p>exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Eau souterraine - Alluvions du Rhône du confluent de l'Isère à la Durance - FRDG324</p> <p>1 500 000 m³/an*</p> <p>490 m³/h</p> <p>8 400 m³/j**</p> <p>Réseau d'eau - Réseau d'eau public - 10 000 m³/an</p> <p>(*) : le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés quotidiens ou hebdomadaires pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur</p> <p>(**) : en cas de relevé hebdomadaire, le débit moyen journalier ne doit pas dépasser le débit maximal journalier mentionné ci-dessus</p> <p>Un suivi rigoureux de la quantité prélevée dans la nappe sera mis en place. Toutes les actions possibles et économiquement acceptables seront mises en œuvre afin de réduire au fil du temps cette quantité.</p> <p>Impact du prélèvement en eau souterraine sur le captage AEP Ribières :</p> <p>En cas d'alerte de la part du fermier sur le captage AEP Ribières (baisse de niveau), le débit maximal journalier prélevé en eau souterraine sera ramené à 5300 m³/j. Dans ce cas, l'exploitant transmettra quotidiennement à l'inspection un état de la quantité d'eau prélevée (J+1). Un point de situation sera réalisé périodiquement afin de valider le retour à la normale.</p> <p>Constats :</p> <p>Le délai initialement fixé n'est pas échu.</p> <p>L'exploitant indique avoir relancé à plusieurs reprises la société JOHNSON CONTROL mais n'a obtenu aucun devis à ce stade.</p> <p>Lors de la visite, le relevé des consommations d'eau sur les 5 premiers mois de 2024 a été transmis. 14,6 % de baisse de consommation d'eau de forage est à noter sur cette même période (- 231 410 m³).</p> <p>Ce point sera à suivre ultérieurement.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit poursuivre ses efforts afin de réduire au minimum ses consommations d'eau et respecter le prélèvement maximal de 1 500 000 m³/an.</p> <p>L'étude technico-économique doit être complétée et davantage étayée : bilans coûts-avantages environnementaux, appui sur le BREF ICS recensant les différentes meilleures technologies disponibles en matière de refroidissement industriel d'ici le 30/09/2024.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

N° 3 : NC2_2023 - Sécheresse – Cas des sites exemption aux restrictions – Cas 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Besoins en eau réduits au maximum
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024

Prescription contrôlée : Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce 3 ^e critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.
Constats : Le délai n'est pas échu. L'exploitant indique ne pas avoir actualisé son PSH. L'exploitant indique avoir néanmoins travaillé une piste de réduction : la mise en place d'un variateur de vitesse sur le circuit de refroidissement permettrait des économies conséquentes mais a un coût de 52 000 €. Il précise que ce coût n'est pas économiquement supportable en 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter son PSH en incluant la comparaison avec les MTD en termes de consommation d'eau, sur la base de valeurs de référence, afin de présenter les postes sur lesquels les besoins en eau ont été réduits au minimum, et les postes sur lesquels des efforts sont nécessaires (et les volumes d'eau correspondants). Le PSH actualisé sera transmis d'ici le 30/06/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

NC3_2023 - Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2017, article 8.4.1 – V
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2024
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est conforme au point 8.2 de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation. Le volume nécessaire à ce confinement est de 1 420 m ³ . Une vanne est en place sur le réseau d'évacuation des eaux pluviales vers le canal de Pierrelatte.
Constats : La procédure annotée de test de la mise en place du ballon d'obstruction des réseaux du 19/04/2024 indiquant la formation de 4 personnes a été présenté. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

NC4_2023 - Installation dispositifs foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : Le délai fixé initialement n'est pas échu. L'exploitant indique que l'étude technique foudre est en cours et que les travaux de mise en conformité sont prévus pour la semaine 34. Ce point sera à suivre ultérieurement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de la mise en conformité et de la vérification complète des installations de protection contre la foudre d'ici le 30/09/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

NC1_2024 – Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2017, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),

<ul style="list-style-type: none"> - les secteurs collectés et les réseaux associés, -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), -les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 04/04/2024, l'exploitant a transmis le plan des réseaux daté de juin 2021. Il ne fait pas apparaître le dispositif de disconnexion des réseaux d'eau (forage et AEP). L'emplacement du point de prélèvement des eaux industrielles propres venant de la partie BOIRON n'est pas précisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter son plan des réseaux en faisant apparaître les dispositifs de disconnexion et le point de prélèvement des eaux industrielles propres d'ici le 30/09/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

NC2_2024 - Contrôle de recalage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le devis validé le 18/04/2024 pour un contrôle de recalage par le laboratoire</p>

TERANA. L'intervention a eu lieu semaine 24. L'exploitant est dans l'attente du rapport d'intervention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un contrôle inopiné des rejets aqueux est prévu en 2024. Il permettra de répondre au contrôle de recalage. L'exploitant veillera à bien transmettre les concentrations mesurées en DCO afin que le recalage soit complet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

NC3_2024 – étanchéité des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2017, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.[...]
Constats : Le délai n'est pas échu. L'exploitant n'a pas travaillé sur ce sujet. Ce point sera à suivre ultérieurement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de l'étanchéité des réseaux d'eau d'ici le 31/03/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

NC4_2024 – SDM NH3 – Vannes de sectionnement asservies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2017, article 9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Toxique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024
Prescription contrôlée : [...] Elle doit également respecter les dispositions suivantes : - le circuit est équipé de trois vannes de sectionnement automatiques asservies à un dispositif de détection de fuite complétées par des vannes redondantes indépendantes.

Constats :

Le délai fixé initialement est non échu.

Le rapport de JOHNSON CONTROL du 16/04/2024 indique que deux vannes de sectionnement EIPS sont présentes sur la tuyauterie liquide HP de sortie de la bouteille HP. L'inspection a vérifié la présence de ces 2 vannes de sectionnement (MV. 01 HP.01 et MV.02 HP.01).

Cependant, le rapport présenté ne met pas en évidence la redondance et l'indépendance des autres vannes de sectionnement mentionnées dans ce même rapport. De même que l'indépendance des 2 vannes de sectionnement sur la tuyauterie HP n'est pas démontrée.

A priori, l'historique de cette prescription émane de l'instruction de l'étude de dangers de 2005 et du « porter à connaissance » de septembre 2011. Les inspections entre 2007 et 2008 ont porté sur ce sujet. L'étude de dangers de 2016 ne mentionne pas explicitement la présence des vannes de sectionnement redondantes. Le rapport CODERST du 11/04/2017 n'explicite pas l'origine de la prescription.

Par courriel du 20/06/2024, l'exploitant a transmis les schémas de fonctionnement des circuits ammoniac.

Par courriel du 20/06/2024, l'inspection a sollicité des explications complémentaires, car certaines redondances évoquées n'apparaissent pas clairement sauf pour la redondance de la vanne MV.02 BP.01 avec les deux vannes MV.01 EA.02 et MV.01 EA.03 : la vanne MV.01 HP.01 ne semble pas avoir exactement le même effet que la vanne MV.02.HP.01 car il y a une portion de circuit qui dérive avant la vanne MV.01 HP.01 vers l'organe PCV.01 HP.01 et pas d'autres redondances constatées.

Ce point sera à suivre ultérieurement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que le circuit ammoniac est équipé de trois vannes de sectionnement automatiques asservies à un dispositif de détection de fuite complétées par des vannes redondantes indépendantes d'ici le 30/06/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

NC5_2024 – Visite annuelle de la SDM NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Toxique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2024

Prescription contrôlée :

Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'installation complète doit être vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente; désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées inséré au dossier de sécurité. Les frais occasionnés par ces vérifications sont supportés par l'exploitant.

Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise

compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix par l'exploitant est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.
Constats : La visite complète au titre de l'article 9 de l'arrêté ministériel 4735 (A) n'a pas été réalisée en 2024. Elle est prévue le 05/07/2024 par JOHNSON CONTROL (vu devis validé le 30/04/2024). Initialement, la demande était pour le 30/04/2024. Considérant les modifications faites dans le sens de la sécurité des installations, l'inspection accepte le report de délai au 31/07/2024, date à laquelle un rapport de visite complet devra être transmis, faute de quoi une mise en demeure à échéance courte sera proposée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir un rapport de vérification complète des installations permettant de connaître avec certitude l'état des installations et de leur conformité ou non d'ici le 31/07/2024. Il convient que la criticité des écarts soit indiquée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

NCM1_2024 – Détection ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Toxique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2024
Prescription contrôlée : Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées. L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants: - le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou

<p>lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;</p> <p>- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).</p> <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.</p> <p>Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.</p> <p>Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude justifiant de l'implantation des détecteurs n'a pas été présentée. Elle est prévue pour le 24/06/2024 par JOHNSON CONTROL (vu devis validé du 30/04/2024). L'exploitant sollicite un report au 31/07/2024 pour la remise du rapport d'implantation des détecteurs. Ce report est acceptable.</p> <p>Par courriel du 17/04/2024, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de la société LEMS du 16/04/2024 indiquant la conformité de tous les capteurs ammoniac. Le gaz étalon utilisé est précisé (ammoniac 1 000 ppm). Les seuils d'alarme 1 et 2 sont fixés respectivement à 500 ppm et 1 000 ppm et leur atteinte déclenche la ventilation additionnelle selon le rapport.</p> <p>Concernant les tests d'asservissement, les ventilateurs étant modifiés depuis, il est nécessaire d'attendre le test du 05/07/2024 pour conclure sur la conformité du déclenchement de la ventilation additionnelle. Le service maintenance affirme que chaque élément de la chaîne de sécurité fonctionne unitairement dans l'attente du test complet du 05/07/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de l'implantation des détecteurs ammoniac et de leur conformité d'ici le 31/07/2024.</p> <p>Les tests d'asservissements sont nécessaires au plus tard d'ici le 31/07/2024. Le rapport de contrôle sera transmis dans ce même délai.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Prorogation de la mise en demeure</p>

NCM2_2024 – Entretien des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Toxique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollutions accidentelles de l'air, des eaux ou des sols.

Dès la conception des installations, l'exploitant doit privilégier les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres. Les installations doivent utiliser les meilleures technologies disponibles visant notamment à réduire au maximum les quantités d'ammoniac mises en jeu.

[...]

Les locaux abritant l'équipement de production de froid sont conçus de façon que, lors d'un accident, le personnel puisse prendre, en sécurité, les mesures conservatoires destinées à éviter une aggravation du sinistre liée notamment à des effets thermiques, de surpression, des projections ou d'émission de gaz toxique.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits mis en oeuvre de manière notamment à éviter toute réaction parasite dangereuse. La conception, la réalisation et l'entretien des installations doivent prendre en compte les risques de corrosion due aux phénomènes de condensation de l'humidité de l'air.[...]

Constats :

Par courrier du 11/06/2024, l'exploitant indique que le circuit ammoniac dispose de vannes de sectionnement automatique à sécurité positive (fonctionnement pneumatique ou électrique). Le rapport LEMS du 22/03/2024 indique qu'une vanne est défectueuse. Le responsable maintenance indique que la réparation a eu lieu en interne le 03/05/2024. L'exploitant indique que la vanne a été testée en interne mais sans test d'asservissement depuis la réparation. Le test est prévu avec JOHNSON CONTROL le 05/07/2024. La traçabilité interne n'est pas assurée correctement.

Concernant le maintien des équipements vis-à-vis du risque de corrosion, l'exploitant indique que 4 grandes phases de travaux ont été menées depuis 2022. Il transmet les factures de ces travaux. Il indique se renseigner pour établir un devis pour la réfection des calorifugeages.

Lors de la visite, l'exploitant fait part de difficultés liées au nécessaire dégel des tuyauteries afin de pouvoir faire des tests d'épaisseur afin de connaître l'état réel des tuyauteries. Concernant les chambres froides, les tuyauteries étant également prises en glace, il est nécessaire de mettre à l'arrêt le système de réfrigération sur une durée assez longue afin qu'un dégel s'opère. L'exploitant indique ne pas pouvoir mettre ses chambres froides à l'arrêt, car elles contiennent des marchandises.

Afin d'avoir davantage d'éléments précis sur l'état des tuyauteries, l'inspection propose de proroger ce point de la mise en demeure jusqu'au 31/07/2024. Les travaux nécessaires devront être menés dans ce délai, faute de quoi des sanctions administratives seront proposées.

L'exploitant n'a pas répondu à la demande.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution et les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres. L'entretien doit prendre en compte les risques de corrosion. Aussi, l'exploitant veillera à remettre en bon état ses installations de réfrigération ammoniac et notamment ses tuyauteries d'ici le 31/07/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prorogation de la mise en demeure

NCM3_2024 – ventilation de la salle des machines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Toxique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024
Prescription contrôlée : Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur. La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur, de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et d'une source de chaleur, de façon à ne pas entraîner de risque pour l'environnement et pour la santé humaine. Les moteurs des extracteurs doivent être protégés pour éviter tout risque d'explosion.
Constats : Par courrier du 11/06/2024, l'exploitant indique que deux ventilateurs ATEX ont été mis en place le 07/06/2024, un en salle des machines (SDM), un dans le couloir des chambres froides. Il indique qu'une des deux tourelles d'extraction de la SDM n'est pas équipée à ce stade mais qu'un autre ventilateur a été commandé. Il précise que le débit du ventilateur mis en place est suffisant. L'exploitant présente en visite un courriel de JOHNSON CONTROL du 15/03/2024 indiquant que le débit nécessaire pour les ventilations de secours est de 15 425 m³/h. Cependant, les paramètres de l'étude de dangers de 2016 prévoient un débit d'extraction de 30 000 m³/h. Un ventilateur ATEX (vu notice technique du HCBT ATEX et facture du 31/05/2024 et la commande SONEPAR pour la ventilation ATEX) a été mis en place en salle des machines. Le débit annoncé d'un ventilateur est d'environ 15 000 m³/h. L'autre ventilateur présent a été déconnecté car non ATEX. Il faut donc 2 ventilateurs ATEX pour assurer le débit nécessaire. Le 2 ^e est en commande et doit être livré prochainement. Un autre ventilateur ATEX a été mis en place dans le couloir des chambres froides, côté Nord. L'exploitant n'a pas justifié de la mesure de débit des ventilateurs en place. Cela est prévu lors du test du 05/07/2024. L'exploitant n'a pas répondu à la demande. Dans l'attente du test du 05/07/2024 permettant de conclure correctement, l'inspection propose une prorogation de délai de la mise en demeure au 31/07/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le remplacement des ventilateurs actuels par des ventilateurs ATEX et leur test sont nécessaires dans les délais les plus brefs et au plus tard d'ici le 31/07/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prorogation de la mise en demeure

NCM4_2024 – Entretien/tests des EIPS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Toxique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2024
Prescription contrôlée : <p>[...] Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.). Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p>
Constats : <p>Par courrier du 17/04/2024, l'exploitant indique que le test des EIPS a été fait le 22/03/2024 avec la société LEMS. Des travaux ont été identifiés. Le rapport de la société JONHSON CONTROL du 16/04/2024 indique en effet de nombreux écarts sur les EIPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 9 systèmes de détection d'ammoniac dans l'air ont un asservissement non conforme (résolution prévue par l'exploitant et test en juin 2024) ; - 2 systèmes de détection d'ammoniac dans les réseaux d'évacuation ne stoppent pas l'évacuation des rejets (résolution prévue par l'exploitant et test en juin 2024) ; - 2 sécurités niveau haut ne mettent pas à l'arrêt des groupes froids (résolution prévue par l'exploitant et test en juin 2024). <p>Par courrier du 11/06/2024, l'exploitant a indiqué que les travaux nécessaires ont été réalisés. La coupure électrique est maintenant assurée via les cellules de protection des transformateurs. Le test est prévu le 05/07/2024 par les sociétés JONHSON CONTROLS et LEMS.</p> <p>Au vu des nombreuses modifications opérées par l'exploitant, l'inspection propose d'attendre le test du 05/07/2024 afin de conclure correctement sur ce sujet. Elle propose la prorogation de l'arrêté de mise en demeure au 31/07/2024.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit tester et mettre en conformité ses EIPS d'ici le 31/07/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prorogation de la mise en demeure